

## **Réagir à l'inflexion déclinante de la croissance conjuguée à un déficit public grandissant**

**Lecture de « L'opportunité du Covid 19 pour construire demain autrement » ou l'alerte d'un financier d'expérience, par Raphaël Rossello, Mareuil éditions, août 2020**

*Fiche de lecture  
Jean-Louis Mullenbach  
Décembre 2020*

Voici un livre qui n'hésite pas à contrarier le consensus aveugle et complaisant sur la croyance dans un progrès économique perpétuel. En brisant ce tabou, Raphaël Rossello, praticien de l'économie réelle et technicien respecté des opérations financières de marché fait office de lanceur d'alerte. Ayant été à la fois témoin et acteur de l'implosion des bulles spéculatives, l'auteur recherche des réponses plus convaincantes que celles exposant à la vindicte populaire les excès de la dérèglementation, la cupidité des traders et la finance scélérate. Son analyse des crises successives s'attarde moins sur leurs symptômes que sur la possibilité d'une cause commune.

L'auteur prend l'exemple de l'inefficience des politiques budgétaires et monétaires américaines qui ont, de plus en plus mal, dissimulé que la croissance n'existe plus depuis un demi-siècle. Proche de son cousin américain, le Royaume-Uni a également échoué avec son acharnement thérapeutique du déficit et de l'endettement. Pire, la France n'a pas connu une seule année d'équilibre de ses comptes depuis 1973. Partageant avec notre pays le même souci de protection sociale, l'Allemagne, en revanche, refuse notre laxisme en matière de finances publiques.

Le Covid 19 nous a fait découvrir à nous les occidentaux notre vulnérabilité, le décrochage de notre tissu productif, la fragilité des acteurs de l'économie réelle insuffisamment financés et victimes de la disparition des gains de productivité. Cette crise sanitaire pourrait être un accélérateur de ruptures et constituer une véritable opportunité pour dégager des voies pour le futur. Encore faut-il admettre comment notre modèle économique et social, objet de notre fierté, s'est monstrueusement transformé. Notre modèle est devenu stérile après avoir été si fécond.

Les deux siècles de forte croissance de l'Occident entre 1770, naissance de la machine à vapeur, et 1970, fin des trente Glorieuses, avaient donné le sentiment qu'elle était perpétuelle. En l'absence d'un diagnostic innovant sur son déclin depuis lors, on soigne l'économie mondiale comme on traiterait des diabétiques : avec toujours davantage de sucre. Aucun politique n'ose parler de l'état réel de la croissance. Tout autre discours que celui de l'espérance en son retour leur serait électoralement fatal. Le désir d'embellir la réalité est dans l'ordre des choses. Les prévisionnistes ont le discours requis pour que nous gardions la foi en une croissance qui pouvait tout, apportait tout. Elle symbolisait le progrès. Elle rythmait nos vies, effaçait nos erreurs et celles de nos dirigeants, créait l'emploi et dopait l'ascenseur social porteur d'espérance.

La parade des financiers pour juguler le risque de stagnation séculaire fut la promotion, il y a quarante ans, d'un « effet richesse » doté de vertus anxiolytiques. La puissance de ce placebo financier est devenue sans limites avec la baisse progressive du taux d'intérêt des banques centrales, associée à des politiques non conventionnelles d'achats d'actifs augmentant de façon spectaculaire les liquidités destinées à soutenir artificiellement l'effet richesse et la confiance des investisseurs.

Ce mécanisme permet aux grandes entreprises d'afficher ostensiblement leur capitalisation boursière comme preuve de leur performance. Cette croyance est soutenue par les analystes financiers qui s'appuient sur des calculs très rigoureux, mais dont les hypothèses plus incertaines sont celles de leurs dirigeants ayant un intérêt personnel à l'envolée de leurs cours de bourse. La conviction très anglo-saxonne que la valorisation la plus incontestable d'un actif est celle donnée par le marché (« market value ») au détriment d'autres indicateurs, soutient la légitimité de cet engrenage. L'effet richesse est le fruit de la financiarisation du monde, dont les banquiers centraux et les grands fonds d'investissement utilisant massivement l'effet de levier sont les principaux acteurs.

Les bénéficiaires de cet effet richesse constituent un nouvel entre soi international, qui attire les diplômés des grandes écoles et universités, tant son pouvoir de fascination est grand. Son ruissellement n'est significatif que pour les premiers cercles de sa création et n'a qu'un très faible effet d'entraînement de l'économie dans sa globalité.

Le patrimoine apparent augmentant bien plus vite que la production des biens et services, il est permis de dire que celui-ci est en grande partie devenu artificiel, contrairement aux deux siècles de croissance vertueuse entre 1770 et 1970. Il a beau être obtenu artificiellement, il reste si ostentatoire au regard des « oubliés-découragés » qu'il peut être aisément exploité par les mouvements populistes, à ne pas sous-estimer dans nos vieilles démocraties occidentales. Les néolibéraux-progressistes ne sont pas les mieux armés pour combattre ces idées puisque ce sont leurs politiques inefficaces qui ont généré le ressentiment.

Bien avant la crise sanitaire, Raphaël Rossello accumulait des indices concordants de la métamorphose de notre écosystème, depuis que le néolibéralisme s'était substitué au libéralisme originel pour devenir le dogme dominant. Ayant traversé d'autres crises, il s'étonnait de l'insuffisante prise en compte de cette évolution et de sa dangerosité. Aurons-nous l'intelligence et le courage de ne pas reconstruire notre avenir sur le malentendu et les erreurs du dernier demi-siècle ? La consubstantialité entre une fausse croissance en déclin et des déficits récurrents, constituait pourtant une sérieuse alerte. Les statistiques de la Banque Mondiale et de l'OCDE montrent que la croissance des Etats-Unis et de l'Europe s'est infléchie depuis 1971, entamant alors son processus de baisse inexorable. Ces deux zones ne connaissent depuis qu'une croissance décroissante et un déficit public grandissant. Tels sont les faits.

Raphaël Rossello transgresse le politiquement correct en soustrayant du taux de croissance du PIB des nations développées leurs taux de déficits publics. Attitude iconoclaste pour le catéchisme dominant, cette déduction répond au devoir de sincérité auquel les comptes doivent être soumis avant d'être certifiés. Les bonnes pratiques imposent de défalquer de toutes les données d'une comptabilité, privée ou publique, les éléments négatifs qui leurs

correspondent : rattachement des charges aux produits, des passifs aux actifs. Si vous ne déduisez pas des actifs développés ou acquis les passifs engagés, vos comptes sont faux. En déduisant la moyenne des taux de déficit public des cinquante dernières années de la moyenne de leurs taux de croissance, les quatre premiers pays occidentaux ont été, de facto, en récession chronique. Les Etats-Unis en sont les champions avec un taux de récession moyenne entre 1 et 2%, (selon les sources), par an et pendant tout le dernier demi-siècle. D'où la stupéfaction de l'auteur devant cette réalité énigmatique et inavouable.

Bien au-delà de l'économie, il nous alerte sur les graves conséquences sociales, politiques et intellectuelles qu'entraîne la perte de notre boussole historique.

Le premier remède est d'arrêter d'être dans le déni et d'appeler au retour à la croissance. La question n'est plus de débattre si le néolibéralisme progressiste dominant est bon ou mauvais. Il ne fonctionne plus. Nous devons ensuite refonder notre projet de développement commun en nous adaptant aux transformations à venir. Il faut refonder le progrès sur une renaissance de la contribution humaine et faciliter la reprise des emplois dans un écosystème sans croissance. En particulier, en réduisant le coût du capital, ce qui fut pour l'auteur le combat de sa vie professionnelle.

---